



FSU du Jura

Déclaration préalable CTPD du 8 septembre 2011

Voilà donc une nouvelle rentrée techniquement réussie. Si techniquement réussie signifie que la rentrée 2011 a bien eu lieu lundi 5 septembre comme prévu et à l'heure prévue alors oui cette rentrée est techniquement réussie. L'expression cache mal le constat incontournable d'une nouvelle et grave dégradation des conditions de rentrée. Alors qu'à l'approche des présidentielles sonne l'heure des premiers bilans, les faits donnent tort aux discours lénifiants du gouvernement et de l'ancien DRH de Loréal qui fait fonction de ministre de l'éducation Nationale.

Les objectifs affichés par le gouvernement - égalité des chances, mixité sociale, lutte contre l'illettrisme, aide aux élèves en difficulté scolaire, priorité à l'éducation... - « relèvent de la corruption des mots. » selon Pierre Merle sociologue de l'éducation dans le Monde.

La "rigueur" a bon dos, les choix politiques sont éclairants : "le gouvernement a fait le choix de baisser la TVA dans la restauration, de réduire les droits de succession et d'instaurer le bouclier fiscal. Sur le quinquennat, cette politique fiscale a entraîné une perte annuelle de recettes d'environ 5 milliards par an. L'équivalent de 100 000 emplois publics ! Les récents arbitrages fiscaux : - la suppression du bouclier fiscal accompagnée d'une baisse sensible des recettes de l'ISF - montrent que l'actuel gouvernement est fidèle à son orientation politique initiale : moindre taxation des ménages les plus fortunés ; réduction des dépenses éducatives. Cette politique est en cohérence avec sa politique fiscale : mettre l'état au service des intérêts matériels et symboliques des classes aisées plutôt que défendre l'intérêt général.

Malgré les indications d'un sondage réalisé par la Sofres pour la FSU, qui montre l'attachement des français à leurs Services Publics, le laminage se poursuit donc : attaques contre les missions et contre les statuts, recours à l'emploi précaire, augmentation des effectifs dans les classes, déscolarisation en maternelle, disparition de la formation (initiale et continue)...

La mise en concurrence du service public avec l'enseignement privé se renforce. La prime au privé se traduit par le transfert de quatre millions d'euros de l'éducation nationale vers l'enseignement privé confessionnel qui recevra une dotation positive de 200 postes. Si on appliquait un principe de simple équité, cela correspondrait à une dotation positive de 800 postes pour le service public d'éducation. La disparition du service public dans certains territoires conduit au développement du privé, preuve que les besoins existent. Ici ouverture de classes de 2 ans hors contrat, scolarisation payante (90 euros par mois), là une commune qui crée un emploi d'enseignant pour pallier à la disparition de l'école maternelle publique. Coût de l'opération pour la commune 30 000 euros par an.

En cohérence avec les restrictions budgétaires, les mesures prises depuis 2007 n'ont fait qu'accroître les dégradations et dessinent les contours d'une école inégalitaire, aux missions rétrécies à la formation d'une main d'œuvre employable, consommable, une école assujettie à la tyrannie de la rentabilité économique immédiate. Suppression du samedi matin, réduction de 2 heures de classe par semaine, instauration de l'aide personnalisée, socle commun, livret de compétence, destruction de la formation contribuent à la construction d'une nouvelle école capitaliste.

Pour tenter de masquer les effets dévastateurs de sa politique, le ministère de l'éducation nationale se mue en ministère de la propagande. Il lance une grande campagne médiatique d'un coût de 1,3 millions d'euros pour recruter 17 000 enseignants et oublie opportunément d'évoquer les 16 000 suppressions décidées à la rentrée 2011. L'opération spectaculaire de recrutement de précaires menée par le rectorat de l'Académie de Paris organisé avec Pôle emploi confirme le manque cruel de titulaires depuis plusieurs années et la volonté

de recourir à la précarité. Cette opération liée à la disparition de la formation initiale témoigne aussi du peu de considération pour les personnels, voire du mépris porté à la mission, au métier d'enseignant et à l'école en général : comme si enseigner n'était pas un métier qui s'apprend.

Dans les collèges de notre académie, Le choix d'affecter à l'année des étudiants de Master 2 sur des petits BMP sous couvert de stages filés ne dupe personne : il s'agit bien de pallier les manques créés par les suppressions et le sous recrutement et relève de la même logique. Faut-il rappeler les classes fermées dans le premier degré et les ETP qui disparaissent des collèges, lycées, LP dans la Jura à cette rentrée ?

L'école doit assurer à chacun l'égal accès à une pensée autonome quelque soit sa condition son origine, créer des repères communs grâce à une vraie culture commune ambitieuse nécessaire au bien vivre ensemble.

C'est parce que nous sommes résolus à ne pas laisser faire, parce que nous sommes convaincus que d'autres choix sont possibles que nous appelons tous les personnels de l'éducation nationale, les parents, les élus à se mobiliser, à construire une École populaire, démocratique, respectueuse de chacun et soucieuse de la réussite de tous.

Contre les suppressions d'emplois, pour un autre budget de l'éducation, pour une politique éducative ambitieuse, la FSU a jugé indispensable de proposer la construction d'une mobilisation unitaire dès la rentrée. Avec le collectif des 25, la FSU appelle à la grève dans l'éducation nationale et dans l'enseignement agricole public le 27 septembre prochain pour d'autres choix pour l'école et pour le droit à une éducation ambitieuse pour tous.